



Quel rassemblement pour le changement?

La question du rassemblement social et politique, est centrale pour les communistes. Reportage avec les nazairiens réunis en forum. Roger DAVID, Martine RITZ et Gilles BONTEMPS nous livrent leur point de vue.

p. 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nta

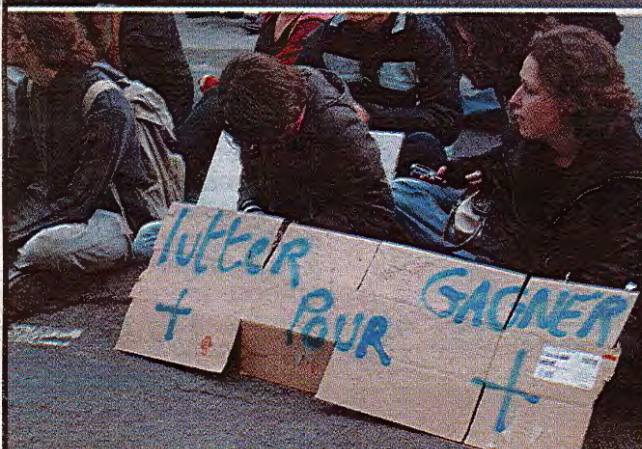
Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 839

22 novembre 2007

prix: 0,70 €

Cheminots, gaziers/électriciens, étudiants, fonctionnaires : **LE CHOC !**



■ MOUVEMENT SOCIAL

La lutte des étudiants, celle des cheminots et des gaziers et électriciens opposent au gouvernement le premier rapport de force conséquent depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

P 3

■ PRIX DU PETROLE

L'augmentation du prix du pétrole met l'ensemble des activités liées à la pêche en danger de mort.

P 5

■ L'HYPOTHÈSE COMMUNISTE

Dans son nouveau livre, le philosophe Alain Badiou défend l'idée que face à la droite, «l'Hypothèse communiste» reste d'actualité.

P 6

■ CONTRAT LOCAL

Sabine Mahé revient pour NLA sur le contenu des politiques locales que l'association des élus communistes et républicains propose de porter en 2008.

P 7



www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

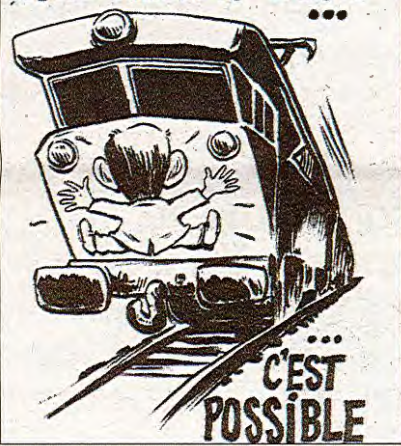
Le président de sa feuille de paye

Selon le journal Le Parisien, 71% des français ne croient pas à la capacité du gouvernement d'agir sur le pouvoir d'achat. Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'était auto-proclamé « candidat de la feuille de paye ». Effectivement, la sienne a triplé !

Le président de leur feuille de paye

Les grands patrons français les mieux payés de France ont perçu en 2006 une moyenne de 3,8 millions d'euros soit la bagatelle de 316 années de SMIC chacun. Soit jusqu'à 25% d'augmentation quand la hausse du pouvoir d'achat des ménages culmine à 2,3%. Heureusement, le pouvoir de droite a pensé à ces patrons dans le besoin : ils sont les premiers bénéficiaires du bouclier fiscal voté cet été qui a amputé les finances publiques de 15 milliards d'euros.

LA RETRAITE À 53 ANS



Grogne gouvernementale

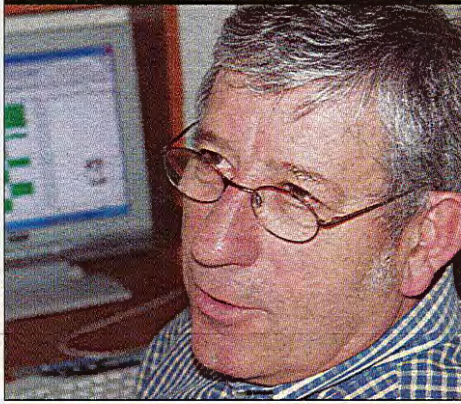
Xavier Bertrand, ministre du travail ne sait plus où donner de la tête, après avoir refusé les négociations, puis accepté la proposition de Bernard Thibaut de négociation tripartite par entreprise, il affirme : « On ne peut pas avoir et la grève et les négociations d'entreprises en même temps ». Ah bon ? Peut être faudrait il informer le ministre que dans l'histoire des conflits sociaux... ça arrive souvent !

Pendant ce temps au PS

« Nous soutenons les syndicats dans la demande qu'ils ont d'une négociation meilleure » Voilà la position du PS exprimée par Bruno Leroux sur le conflit pour la défense des régimes spéciaux de retraites. C'est tout ? Et si les salariés attendaient de la gauche qu'elle prenne ses responsabilités en apportant des propositions concrètes aux questions sociales qui sont aujourd'hui posées par les divers mouvements sociaux ?

Point de vue

Par Yannick CHENEAU



« Ne comptons pas sur un effet de balancier, tout reste à faire et à construire »

Ce sont bien aux acquis du modèle social français que Nicolas Sarkozy et François Fillon s'attaquent en ce moment, ils veulent « tourner la page de 1968 et du programme du Conseil National de la Résistance » selon leur propre expression afin de répondre sans réserves, aux

attentes du MEDEF.

Dans cette situation, l'ampleur du mouvement social, avec la grande diversité des acteurs et des secteurs, nous interpelle. Il ne faut surtout pas globaliser ou comparer les différentes actions. Les conditions et les réalités des mouvements sont différentes chez les cheminots ou à l'EDF, parmi les personnels de la justice ou dans les hôpitaux, dans l'enseignement, chez les fonctionnaires ou dans les universités, mais une chose est certaine : 6 mois après son élection, Nicolas Sarkozy et son gouvernement sont bel et bien confrontés à une riposte profonde

et importante du monde du travail et au-delà, des Français. L'importance et le développement des mouvements sociaux ne saurait dans le même temps estomper la responsabilité de la classe politique. Autant la riposte aux prétentions de la droite est nécessaire, autant des perspectives concrètes de transformation sociale pour notre pays, sont d'actualité.

L'échéance de mars 2008 sera décisive face à la politique de la droite. Il y a besoin de rassemblement et d'union à gauche si l'on veut créer une véritable dynamique solide et crédible. Ne comptons surtout pas sur un effet de balancier après les élections présidentielles. Tout reste à faire, à construire.

Sur notre département, l'accord départemental entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste est un levier politique en ce sens qui prévoit entre autres « de tout faire pour que les forces progressistes se rassemblent sur des bases et des projets répondant aux attentes de nos concitoyens ». Partout, dans toutes les communes nous devons nous en emparer, sans réserves, sans retenues. Tout écart à la conception même de cet accord multiplierait des situations ambiguës comme c'est malheureusement le cas à Saint-Malo de Guersac. Toute volonté hégémonique de la part du Parti Socialiste ne peut que faire perdre la gauche toute entière et donc profiter à la droite. C'est pourquoi, je pense que les communistes ont raison de se battre sans ménagement pour que se réalise l'union et le rassemblement de l'ensemble des forces de gauche sur des programmes clairs et progressistes dans l'ensemble des localités du département.

De la contestation à l'alternative

Qui aurait dit lorsque Nicolas Sarkozy était élu président de la République en mai dernier, que six mois plus tard, sa politique ferait l'objet d'une aussi conséquente contestation ? L'accession au pouvoir de l'ultra droite atlantiste puis les premières mesures annoncées par le gouvernement dès le début de l'été pouvaient, à juste raison, inquiéter les progressistes. La droite semblait avoir les coudées franches, d'aucuns se résignant à la subir ; 5 voire 10 ans !

Certes, l'actualité politique et sociale ne vient pas, brutalement, d'inverser la donne. Mais, le moins que l'on puisse dire, c'est que des étudiants aux cheminots, en passant par les

magistrats et les fonctionnaires, le mouvement de contestation prend de l'ampleur, portant en germe l'expression d'attentes sociales fortes. D'ailleurs l'opinion publique semble se retourner contre celui qui, depuis des mois, se fait fort de l'avoir de son côté. Ainsi, 71 % des Français estiment que les mesures prises par le gouvernement ne sont pas efficaces pour augmenter le pouvoir d'achat tandis que près d'un Français sur deux apporte son soutien ou sa sympathie aux cheminots en grève pour défendre leurs régimes spéciaux de retraite ! Certes, si l'opinion publique perçoit les revendications comme légitimes, pour l'instant, celles-ci n'apparaissent pas liées dans l'esprit des Français, n'y voyant pas pour l'instant de cohérence.

L'expression des attentes sociales et populaires à



laquelle nous assistons, interpelle les communistes, qui n'entendent pas renoncer à la transformation sociale, mais au delà toute la gauche, la société elle-même. Une société qui, jusqu'à présent, juge, en l'absence de perspective à gauche, que seule la « visée transformatrice » du

chef de l'Etat est audible. De là à ce que les Français fassent le lien entre la cohérence des revendications et l'exigence de réponses en rupture avec la politique actuelle, il n'y a qu'un pas. Le PCF, entend jouer tout son rôle, à gauche, pour aider à le franchir.

De vous à moi...

C'est en direct des Etats-Unis, devant un parterre de grands patrons français et américains que le président a tenu ces propos si « rassurants » : « Je suis persuadé qu'on va réussir. Il ne faut pas vous inquiéter.../Il va y avoir des grèves, il va y avoir des manifestations mais moi je tiendrai, pas parce que je suis entêté, mais parce que c'est l'intérêt de mon pays. » A regarder notre petit président comblé par les applaudissements du congrès américain, on voit mieux où il place « les intérêts de son pays » : Dans la poche du patronat français et américain, et ce à la veille de la première mobilisation sociale d'envergure depuis son élection.

Les rédactions de la plupart des médias, elles, ne ménagent pas leurs efforts en multipliant les reportages sur les usagers « pris en otages », victimes de la « grogne sociale ». Mais d'où vient cette expression, passée dans le vocabulaire journalistique commun ? Faut il rappeler à nos confrères journalistes que généralement, ce sont les animaux qui grognent, pas les salariés en lutte ! Mépris, quand tu nous tiens...



AS

VITE LU
VITE DIT

Trignac

L'Assemblée générale des communistes du 6 novembre a désigné à l'unanimité Sabine MAHE pour conduire la liste d'union de la gauche. Des négociations sont en cours avec le parti socialiste sur le programme et la composition de la liste. Un collectif électoral coordonnera la campagne.

Pontchâteau, Missillac, La Chapelle des Marais, au Croisic, à St Lyphard, à La Turballe, à St André des eaux,

Des discussions avec les partenaires de gauche ainsi qu'avec des associations sont en cours ou en préparation.

Montoir de Bretagne

Les communistes se sont réunis le mardi 13 novembre, ils ont affirmé leur accord avec la position départementale du PCF et souhaitent reconduire une liste d'union de la gauche derrière la maire sortante. Les discussions vont se poursuivre.

Rezé

Les communistes rezéens se sont réunis pour discuter du contrat municipal, des discussions avec le PS sont en cours. Un accord devrait avoir lieu à la mi-décembre.

Les Sorinières

Les communistes ont décidé de s'inscrire dans une union de la gauche derrière le maire sortant, Christian COUTURIER.

Vertou

Michel Gouty conduira la liste alternative de gauche après que des divergences importantes, sur le fond et sur la forme, avec le PS et les Verts aient rendu impossible une union.

Nantes

Les communistes de la section de Nantes sont invités à se prononcer par un vote sur leur participation à la liste de rassemblement de la gauche que conduira le maire sortant Jean Marc Ayrault. La consultation des 23 et 24 novembre sera aussi l'occasion de désigner leur chef de file pour les élections municipales.

Mobilisations Sociales : L'épreuve de force !

■ Cheminots : En première ligne pour défendre les retraites



Avec le conflit pour la défense des régimes spéciaux, l'épreuve de force a commencé pour le gouvernement. C'en est fini de l'Etat de grâce. Malgré les tentatives d'intimidations et l'offensive médiatique autour des perturbations que créent les conflits, ce sont des cheminots déterminés et conscients des enjeux pour l'avenir qui, jour après jour se sont mobilisés dans une grève fortement suivie. Dès la première AG interservices, Loïg Garrec, secrétaire Général de la CGT cheminots annonçait la couleur: « C'est une

semaine marquée par l'offensive de la droite libérale contre les droits acquis et par les tentatives de division Public/Privé. /.../ Pour eux, l'équité, c'est la réduction des droits pour tous./.../ La CGT est pour l'égalité des salariés pour la retraite, mais pas par le bas, pas en discriminant les jeunes salariés./.../ Il en va de l'avenir de la retraite par répartition!./.../ Et pour cause! Le pouvoir de droite et ses relais médiatiques ont multiplié les provocations pour faire pression sur les salariés et tenter de mobiliser

l'opinion. Ils savent le bras de fer décisif. Au-delà des justes revendications des salariés concernés par les régimes spéciaux, le gouvernement veut affaiblir des secteurs traditionnellement plus mobilisés et fortement syndiqués pour préparer les réformes à venir, à commencer par celle du régime général de retraites prévues en 2008. Même si à l'heure où nous écrivons ces lignes, personne ne peut présager de l'issue du conflit, la mobilisation fera date. Le pouvoir de droite sait désormais les salariés en capacité d'organiser à nouveau de puissantes mobilisations. Il devra en tenir compte !

■ Etudiants, ils refusent la privatisation de l'université !

Depuis la rentrée universitaire, les étudiants ont engagé une mobilisation contre la réforme Pécresse dite loi d'autonomie des universités. Pour rappel, cette loi avait été votée cet été, sans concertation. Ce n'est pas la première fois que la droite essaye d'engager un processus de privatisation des universités, déjà avec la réforme LMD en 2003, l'autonomisation avait avancé à grands pas. Filières supprimées, budgets taillés à la hache, augmentation du nombre d'étudiants non inscrits et mise place de frais d'inscription illégaux ont largement contribué au démantèlement d'un système éducatif de plus en plus démocratisé, accessible à un nombre de plus en plus grand d'étudiants issus de milieux modestes. Aujourd'hui, le gouvernement accélère le désengagement de l'Etat dans l'éducation nationale républicaine construite pour faire partager à la société l'ensemble des connaissances et des savoirs. Le but de cette loi est de placer l'université au service des besoins du marché. Cette loi définit les connais-



sances que doivent acquérir les étudiants pour permettre aux entreprises de satisfaire leurs besoins spécifiques. Ainsi on s'achemine vers un enseignement supérieur à 2 vitesses, d'un côté des pôles d'excellence au service de l'économie de marché qui bénéficieront du mécénat d'entreprises, d'un autre côté les universités dont les filières peu rentables pour le capitalisme tels que les lettres et les sciences humaines qui seront les laissés pour compte de l'enseignement. Dans ces conditions, les entreprises exerceront du lobbying pour favoriser leurs intérêts. C'est toute l'organisation démocratique des universités qui va être chamboulée puisque le président aura des pouvoirs « patronaux », que des entreprises siègeront dans les conseils d'administration au même titre que les étudiants, les personnels et les enseignants chercheurs dont les statuts vont être cassés.

■ Un élu communiste en Palestine.

Notre camarade Yann Vince, adjoint au maire de Rezé, a participé début novembre à un déplacement en Palestine. Il nous confie ses impressions.



« C'est effectivement la première semaine de novembre que j'ai participé, en tant qu'élu communiste, avec la Ville de Rezé, au déplacement d'une délégation en Palestine. L'objectif visé était d'approfondir sur place les potentialités d'une coopération décentralisée avec une ville palestinienne coupée par le mur. C'est à Abu Dis, dans la banlieue sud-est de Jérusalem (2 km à vol d'oiseau), que nous nous rendîmes. L'occasion de matérialiser l'étendue des conséquences de l'oppression israélienne sur le peuple palestinien. Dans le paysage aride que nous découvrons, ce qui s'impose à nos yeux, c'est le mur ; un mur de onze mètres de haut, infranchissable ; un mur qui sépare Abu Dis de Jérusalem mais aussi des nouvelles colonies juives implantées sur les collines avoisinantes. Aujourd'hui, la ville, dirigée par une municipalité du Fatah, tourne le dos à Jérusalem : il faut faire 40 km pour s'y rendre ; demain, quand

le mur sera achevé, rien ne laissant espérer qu'il en soit autrement, il faudra faire 100 km ! Et encore, les habitants d'Abu Dis, comme de toute la Cisjordanie doivent remplir une demande pour accéder à Jérusalem sans garantie qu'Israël leur accorde une autorisation. Une absurdité criminelle : aujourd'hui des palestiniens meurent en se rendant à l'hôpital à Jérusalem ; des femmes accouchent sur les "check points".

La délégation rezéenne dont j'étais, sort renforcée dans sa détermination à tout faire dans notre pays pour faire partager la situation dans laquelle vivent les palestiniens, sensibiliser l'opinion, interpellier les institutions. La Ville projette une coopération multi facettes, à commencer par un projet d'accueil en résidence d'étudiants palestiniens. La nature définitive de cette coopération sera arrêtée après les assises franco-palestiniennes qui auront lieu à Paris les 3 et 4 décembre et auxquelles je représente la Ville de Rezé. »



■ Municipales 2008 : Les communistes travaillent au rassemblement de la gauche

C'est parti ! Dans nombre de communes du département, les communistes sont engagés dans la préparation des élections municipales. Sur la base de la charte pour un nouveau contrat local élaborée par l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains et dans une démarche de rassemblement à gauche s'appuyant sur l'accord départemental PS/PCF, le PCF est à l'offensive pour faire de cette échéance politique importante, un temps fort du combat contre la politique de la droite, une étape dans la construction citoyenne d'une alternative de gauche. Ainsi, dans la plupart des communes de gauche, en particulier des agglomérations nantaise et nazairienne, les communistes participent à la constitution de listes d'union, derrière les maires sortants ou leurs successeurs désignés. Dans plusieurs grandes villes ou agglomérations

(Nantes, Saint-Nazaire, Rezé), les communistes travaillent en outre à l'élaboration de projets locaux sur la base du bilan des élus communistes. Dans nombre de communes aujourd'hui dirigées par la droite (Le Croisic, Bouaye, Blain...), les communistes travaillent avec leurs partenaires de gauche à la constitution de listes d'union. Dans les 3 villes aujourd'hui dirigées par des maires communistes (Trignac, Saint-Joachim, Saint Malo de Guersac) les communistes sont pleinement engagés dans une démarche de rassemblement à gauche et ce, parfois, malgré la tentation de certains élus socialistes de faire cavalier seul comme à Saint Malo de Guersac. Partout, la démarche des communistes vise à élargir les possibilités de faire barrage à la droite et à construire des projets politiques porteurs de démocratie et de progrès pour les habitants.

Quel rassemblement au service du changement ?

Pierre par pierre, reconstruire la gauche

Organiser des forums ouverts, aux forces politiques, syndicales et associatives, c'est devenu, au fil des ans « la » façon de faire de la politique des communistes nazairiens. Que la gauche de l'après 6 mai soit devenue un champ de ruines ne les fait pas renoncer bien au contraire. « Face à la révolution conservatrice de SARKOZY, il est plus urgent que jamais de se retrouver, d'échanger, de confronter, d'inventer » affirme Yvon RENEVOT, le responsable local du PCF. Beaucoup dans la salle constatent, après l'échec des collectifs antilibéraux où ils s'étaient pleinement

investis, que SARKOZY aura un boulevard devant lui tant que le mouvement social « buttera sur la question politique ». Il faut dire qu'en la matière la gauche a beaucoup déçu. Les échanges se succèdent alors dans la salle sur la nature du rassemblement à construire pour avancer. « Etre à la gauche de la

les renoncements du gouvernement Jospin. Michel LAURENT, membre de l'exécutif national, intervient alors se disant persuadé que, devant l'ampleur du défi à relever, jouer « petite gauche conduira à l'échec ». Il invite à réfléchir à la bataille du référendum où l'action des communistes et le débat citoyen dans les

salle. Ils sont alors plusieurs à parler de la construction navale et aéronautique et à demander une « nationalisation » seule capable, selon eux, « de mettre un coup d'arrêt à la dictature des actionnaires ». « En 1981, nationalisation a rimé avec étatisation et qu'est-ce que cela a changé puisque l'Etat s'est comporté comme un patron du privé » demande Christian SAULNIER. « Les idées révolutionnaires ont perdu du terrain, nous devons nous demander pourquoi » constate Michel LAURENT qui invite « pour les rendre performantes à les retravailler avec les gens. Un peu comme nous l'avons fait avec nos



arguments au moment du référendum ». Thierry « qui n'est pas communiste » se dit prêt à travailler à « une nouvelle utopie formatrice ». Malgré la difficulté de la tâche, il ne semble pas être le seul « Etre contre ne suffira pas, il nous faut être porteurs de posi-

tif et d'espoir » complète Yvon RENEVOT tandis que, prenant la balle au bond, Catherine invite à travailler, pour les municipales, des propositions concrètes pour le programme. Une bonne façon, selon elle, « de donner du contenu et du sens au rassemblement ».

Devant l'ampleur du défi, jouer petite gauche conduira à l'échec!

gauche, nous permettrait d'être sur des positions de classe et de ne plus brouiller le message avec des alliances douteuses » affirment certains prenant appui sur les échecs et

de l'idée forte « quand on est de gauche on vote non ». Pour gagner, il faut se rassembler, il faut aussi un contenu et même « un contenu de classe » insiste une partie de la

Roger DAVID

Maire communiste de Saint Malo de Guersac

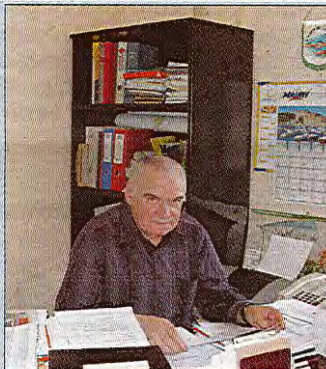
NLA : Dans la situation politique et sociale actuelle, quel peut être le rôle des communistes, en particulier des élus communistes dans le rassemblement populaire?

Roger David : Je tiens tout d'abord à rappeler que je suis aux côtés de celles et ceux qui luttent, se battent pour défendre leur régime de retraite, pour la défense de la protection sociale, contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires, en portant notamment le SMIC à 1 500 € tout de suite. L'expérience m'indique également qu'il faut être ferme sur la défense de notre

industrie, l'aéronautique, la navale, la mécanique, etc. Face à une politique ultra libérale, c'est dans chaque commune qu'il faut créer les forces de résistance. C'est ça aussi le rôle d'un élu de gauche qui veut véritablement remplir sa mission.

NLA : Comment rassembler la gauche, pour quoi faire ?

RD : les élections du printemps dernier ont renforcé la droite et la prétention du pouvoir est d'imposer un recul de société dans tous les domaines de la vie et à tous les âges. Face à cette politique, nous n'avons pas le choix, il faut



« La division servirait les intérêts de la droite! »

que nous soyons unis pour la prochaine échéance de mars 2008. Dans ce sens, l'accord conclu entre les fédérations du PS et du PCF du département constitue une base de progrès pour le rassemblement nécessaire. Un bon accord appliqué partout dans le département doit nous permettre à tous, de gagner des villes et des communes, pour organiser demain des foyers de résistance et pour mener une politique municipale proche des besoins des populations. Progresser partout en mars prochain, c'est du même coup porter un sérieux revers

à la politique de la droite. A l'inverse, la division servirait les intérêts de cette dernière et ce serait véritablement fournir des bâtons pour se faire taper dessus.

NLA : Que tires-tu de ton expérience d'élu communiste, de maire ?

RD : C'est une expérience très enrichissante sur le plan personnel. La dimension de ma commune, le contact régulier avec ses habitants, me conforte dans l'esprit que je crois devoir être celui de ma fonction. Très sincèrement, j'ai l'impression d'être utile là où je suis. Mon parcours de responsable syndical, m'aide à appréhender les problèmes humains, en me mettant à la place de mes concitoyens qui rencontrent des difficultés liées à leur situation de salariés, sous différents contrats.

Ils ont dit :



Martine Ritz, Syndicaliste Intermittente du spectacle

La question de la riposte sociale pose immédiatement celle de la riposte politique et du rassemblement de la gauche. On ne peut donc la dissocier non plus de question de l'identité des rassemblés. Il s'agit donc bien de répondre aux questions suivantes : qui sommes-nous ? Le rassemblement, pour quoi faire ? Et avec qui ? Pour une stratégie de rassemblement efficace, qui puisse casser le

processus de pensée unique et le penchant vers la bipolarisation, et être entendu du plus grand nombre, il faut construire des réponses concrètes. Face au piège de l'idéologie simpliste de la droite, la gauche doit avoir le courage d'affronter la complexité de la situation économique, sociale et politique. Décrire aujourd'hui la forme exacte du rassemblement durable et mobilisateur qui puisse mener à la victoire dans les urnes, me paraît, malgré l'urgence, prématuré. En revanche, de la qualité de nos débats en tant que communistes, de notre volonté à confronter nos contradictions, de notre ouverture aux autres, de notre engagement à construire un communisme adapté aux réalités des femmes et des hommes d'aujourd'hui et de demain, sortiront une capacité et une énergie que nous pourrions investir alors dans le rassemblement populaire nécessaire pour transformer la société.



Gilles Bontemps, Vice-Président de la Région Pays de la Loire

Alors que la droite est à l'offensive, le rassemblement à gauche est difficile. La gauche française traverse une profonde crise idéologique qui touche chacune de ses composantes. Dans ce contexte, certains sont tentés par une fuite en avant dans la gestion de l'économie de marché, d'autres par un repli identitaire qui les éloignerait des institutions.

Dans notre région comme dans notre département, aucune collectivité ne peut être conservée à gauche ou gagnée sur la droite, sans un rassemblement de l'ensemble des forces de gauche dans leur diversité dans lequel les communistes prennent toute leur place. Il n'y a pas de gauche efficace sans les communistes ni de victoires possibles sans le rassemblement.

Les collectivités locales peuvent être des éléments moteurs de riposte, de résistance et de construction d'une véritable alternative à gauche. Soit les élections de 2008 permettent à la droite de continuer sur la lancée des présidentielles et des législatives, soit le mouvement social et une gauche rassemblée, permettent de redonner l'avantage au monde du travail.

PRENONS NOTE...

46 milliards

C'est la somme supplémentaire que G. Bush demande pour continuer les guerres en Irak et en Afghanistan

Paradoxe

La direction d'Airbus a annoncé une «année record» avec 1112 commandes.

Choquant !

Vous ne rêvez pas ! Sarkozy était pauvre et on ne le savait pas. Le futur «niveau» de rémunération de Sarkozy, en hausse de 140% puis 172%, ce sera 206%, est injuste et injustifié.

Alors que des problèmes de pouvoir d'achat sont posés, était-ce le problème le plus important qu'il fallait régler ?

En novembre

Les préavis de grève tombent : les avocats, les magistrats, les internes, les infirmiers, les facteurs, les agents d'EDF, les cheminots, les fonctionnaires, les enseignants, les policiers....

Suppression de 12 tournées

La réorganisation de La Poste fait tousser les facteurs de trois centres courrier de la région nantaise. Ils refusent les tournées plus chargées, les cadences plus soutenues au détriment des conditions de travail et la suppression d'une douzaine de postes.

De nouveaux sacrifices

Le plan «Power 8», annoncé en février, qui prévoit 10 000 suppressions d'emplois d'ici 2010 chez Airbus ne suffit déjà plus. «Nous commençons à réfléchir aux mesures additionnelles», a indiqué M. Gallois.

Tout doit disparaître !

L'entreprise Biche de Bere près de Châteaubriant qui emploie près de 200 salariés en France, a été placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Nantes et va devoir fermer l'ensemble de ses boutiques.

Pour la défense du pluralisme et de l'indépendance

Il n'y a pas de démocratie sans liberté de la presse. Les syndicats de journalistes, réunis pour la première fois depuis quinze ans, s'adressent à tous les Français pour proposer une loi garantissant l'indépendance des rédactions, à l'heure où les dérives déontologiques, les rachats de médias et les pressions sur le contenu de l'information se multiplient, remettant en cause le droit de chacun à une information honnête, indépendante et fiable. Signer la pétition sur www.intersj.info

12 milliards d'euros

C'est le montant des bénéfices de Total en 2006, 400 euros de profits par seconde.

Selon LCI : "La croissance du bénéfice du groupe a suivi ces dernières années la hausse des cours du brut"... "Le groupe compte choyer ses actionnaires en leur reversant plus du tiers du bénéfice et propose de verser un dividende de 1,87 euro par action, en hausse de 15% par rapport à 2005".

No comment !

18 600 : c'est le nombre d'étrangers qui ont été expulsés de France depuis le mois de janvier 2007. Le nombre programmé de personnes expulsées pour fin 2007 est de 25 000.

Raid boursier pour Aker Yards

En janvier 2006, Alstom et l'Etat français braidaient les Chantiers de l'Atlantique au constructeur norvégien Aker pour 50 millions d'euros. Un an après, Aker cédait une partie de ses parts à une armada d'investisseurs financiers internationaux en réalisant un substantiel profit. Aujourd'hui, c'est un consortium coréen, STX qui vient de prendre 39% des actions du groupe de construction navale européen Aker Yards pour 563 millions d'euros. **STX devient ainsi l'actionnaire principal des 18 chantiers d'Aker.**

Ces manœuvres boursières, dans le dos des salariés, n'ont été empêchées ni par l'Etat français, ni par l'Europe. Et tant pis si les Sud-Coréens risquent d'en profiter pour faire main basse sur le savoir-faire, les technologies des Chantiers.

L'intersyndicale des Chantiers nazairiens a fortement dénoncé cette stratégie suicidaire pour l'industrie et pour l'emploi.

Le 6 novembre, lors du débrayage organisé devant les portes de la direction - où la présence des seuls élus communistes, était remarquée - les trois cents salariés présents ont adopté à main levée et à l'unanimité, une motion déclarant «qu'il est de la responsabilité de l'Etat français, de celle des autres Etats où sont implantés les chantiers d'Aker Yards, de sécuriser, protéger nos sites, nos activités et nos emplois par tous les moyens». Ils ont exigé que le Président de la République et son gouvernement décident au plus vite «l'entrée majoritaire de l'Etat français (directement ou indirectement) dans le capital d'Aker Yards France, de proposer à leurs homologues des Etats concernés de prendre la même décision pour les filiales d'Aker Yards présentes dans leur pays.» La motion a été déposée auprès du sous-préfet.



Les rois du pétrole

Depuis le début de l'année, le prix du baril s'est envolé de près de 60%. Chacun mesure l'impact de cette augmentation que ce soit à la pompe ou pour s'approvisionner en fuel domestique. Certaines professions comme les pêcheurs dénoncent cette augmentation qui grève de façon maintenant cruciale leur activité.

Sans rire !

Face à la crise pétrolière, la ministre de l'Economie a pour seul remède de proposer

aux automobilistes de faire du vélo face à l'augmentation du prix des carburants. Sarkozy, quant à lui, face aux marins pêcheurs en colère, propose d'augmenter le prix du poisson et d'exonérer de cotisations sociales les patrons de pêche.

Ils disposent pourtant de deux moyens d'interventions.

D'abord, celle d'une intervention forte envers les compagnies pétrolières. Total annonce des profits record. L'autre champ consiste à revenir à une TIPP flottante.

L'argent est là : mettons-le au service de tous et de toutes.

Stratégie perdante



Le rêve américain, la fusion d'Alcatel et de Lucent décidée en décembre 2006, tourne au cauchemar. Après l'annonce en février dernier de 12 500 suppressions d'emplois, l'équipementier vient de rendre public un «plan de la dernière chance» qui prépare une nouvelle saignée de 4 000 suppressions de postes dans le monde. Les salariés d'Orvault déjà touchés par la perte de 104 emplois d'ici un an et demi sont «écœurés, révoltés et inquiets» par ce «plan d'action agressif», terme employé par la direction elle-même qui **charge encore la charrette.**

La révision à la baisse des prévisions de chiffre d'affaires 2007 engendre une seule variable d'ajustement : l'emploi. Pourtant, ironisent les syndicats : «Depuis que nos directions licencient, si c'était la solution, Alcatel-Lucent serait leader mondial.»

L'excellence reconnue des activités du site d'Orvault doit être privilégiée aux dépens des exigences des marchés. Un secteur technologique, avec des

perspectives de croissance annuelle de 7% à 12% et des besoins en hausse, n'a pas à être restructuré à ce point au risque de la perte de maîtrise des systèmes de télécommunications de bout en bout. Les vraies économies ne sont donc pas à faire sur le dos des salariés. **A contrario, il est nécessaire de promouvoir une nouvelle politique industrielle qui remet en question la financiarisation des entreprises et rompe avec la logique de «concurrence libre et non faussée» imposée par la réglementation en vigueur dans le monde des Télécoms.**

Lors d'un vœu voté par Nantes Métropole, soutenu par les élus communistes, il est rappelé l'importance que les élus accordent à la filière économique des technologies de l'information et de la communication dans notre métropole. Il est noté que ce domaine représente une dynamique en région Pays de la Loire et l'établissement d'Orvault, un fleuron de la recherche et développement, privé nantais.

Activité vitale

La pêche en général, et la pêche artisanale en particulier sont en danger de mort. Les quotas, fixés au sein de l'UE, relatifs aux quantités et aux jours de pêche, définis bien souvent sans véritable fondement scientifique, que les Etats se revendent entre eux en dépit du bon sens, favorisent ce déclin. **De plus, fin 2006, la commission met fin, en France, au fonds de prévention des aléas de la pêche** sous prétexte de distorsion de la concurrence. Au moment même où le prix du gasoil ne cesse de grimper, cette décision met en grande difficulté l'ensemble de la profession.

«Si rien n'est fait, il n'y aura plus d'artisans pêcheurs dans 5 ans à La Turballe» : estime Serge Baron, candidat communiste pour les échéances de 2008 sur La Turballe. Il poursuit : «Vous trouvez normal que pour 15 jours de mer, un matelot ne perçoive que 15 euros.»

Evènements, culture, idées.

Au-delà du "nom de Sarkozy" :

« L'hypothèse communiste » vue par Alain Badiou

Le livre d'Alain Badiou, philosophe, n'est pas un livre de plus sur N.Sarkozy. De quoi, pour lui, « Sarkozy est-il le nom ? »

Le nom de la peur et de la guerre

Nous avons affaire aujourd'hui, comme à partir de 1840, dit-il, « à des capitalistes absolument cyniques, de plus en plus animés par l'idée qu'il n'y a que la richesse qui compte, que les pauvres ne sont que des paresseux, que les Africains sont des arriérés, et que l'avenir, sans limite discernable, appartient aux bourgeoisies « civilisées » du monde occidental. » A. Badiou estime pourtant que le nom de Sarkozy incarne une société qui a peur. « Je sens, dit-il, dans cette société la demande d'un maître protecteur qui sera justement capable d'user aussi de violence contre ceux dont vient la peur ». Elle vient de ce que la France est aujourd'hui, après une longue histoire glorieuse, une puissance moyenne encore dotée de privilèges et de richesses considérables. Mais dans un monde dominé par des colosses émergents, comme la Chine ou l'Inde, ou des puissances plus fortes comme les Etats-Unis. L'avenir de la France y est donc incertain. « Nous ne savons pas où va ce pays. Il sait qu'il a un grand passé, mais il doute qu'il ait un grand avenir. Et ça crée un sentiment de peur, un sentiment de renfermement, une demande de protection et Sarkozy est un des noms de ce phénomène ».

Pour autant, « nous ne laisserons pas le triomphal Sarkozy nous dicter le

sens de l'existence (...). Car ce à quoi nous assistons n'impose nullement le renoncement à l'hypothèse communiste, mais seulement la considération du moment où nous en sommes de l'histoire de cette hypothèse ».

L'hypothèse communiste

Au fond ce qui s'appelle communisme - c'était déjà le sens que lui donnait Marx dans les **Manuscrits de 1844** - c'est une société qui est délivrée de la règle des intérêts, dans laquelle ce qu'on cherche, ce qu'on fait, ce qu'on veut, n'est pas réglé par les intérêts individuels ou les intérêts de groupe. « L'hypothèse communiste est qu'une autre organisation collective est praticable, qui éliminera l'inégalité des richesses et même la division du travail: tout un chacun sera un « travailleur polyvalent », et, en particulier, les gens circuleront entre le travail manuel et le travail intellectuel, comme du reste entre la ville et la campagne. » Le communisme étant le nom de cela, il existe en fait depuis très longtemps. Dans la révolte des esclaves contre les Romains, la révolte de Spartacus, il y avait déjà la revendication que l'on compte tout le monde, et que tout le monde existe dans une figure égalitaire.

Les séquences de l'hypothèse

L'hypothèse communiste a déjà connu plusieurs

périodes historiques. La première séquence va de la Révolution française à la Commune de Paris, 1792 à 1871. « Depuis la Révolution française et son écho progressivement universel, depuis les développements les plus radicalement égalitaires de cette révolution — entre les décrets du Comité robespierriste sur le maximum et les théorisations de Babeuf — nous savons que le communisme est la bonne hypothèse ». Sous la forme que lui



donnent certains penseurs et activistes de la Révolution française, elle inaugure la modernité politique. La deuxième séquence va de 1917 (la Révolution russe) à 1976 (la fin de la Révolution culturelle en Chine, mais aussi la fin du mouvement militant surgi, partout dans le monde, aux alentours des années 1966-1975).

Ces séquences de l'hypothèse communiste sont séparées par des intervalles dans lesquels ce qui l'emporte, en termes d'équilibre et de stabilisation, n'est aucunement l'hypothèse communiste. On y déclare au contraire que cette hypothèse est intenable, voire absurde et criminelle, et qu'il faut y renoncer. Ainsi nous retrouvons Sarkozy: en finir avec Mai 68 une fois pour toutes.

L'avenir de l'hypothèse communiste

Ce qui est à l'ordre du jour désormais, depuis l'ex-

périence négative des Etats socialistes, et depuis les leçons ambiguës de la Révolution culturelle et de Mai 68 c'est de faire exister l'hypothèse communiste sur d'autres modes que ceux des précédentes séquences. Si elle reste la bonne perspective, ce qui nous est imparti comme tâche, c'est d'aider à ce que se dégage un nouveau mode d'existence de l'hypothèse, par le type d'expérimentation politique auquel elle peut donner lieu. Instruits par ces deux séquences, nous devons revenir vers les conditions d'existence de l'hypothèse communiste, et non pas seulement en perfectionner les moyens. Nous ne pouvons nous satisfaire de la relation dialectique entre l'Etat et le mouvement de masse, de la préparation de l'insurrection, de la construction d'une organisation disciplinée puissante.

Nous devons, en réalité, réinstaller l'hypothèse dans le champ idéologique et militant. Soutenir aujourd'hui l'hypothèse communiste dans l'expérimentation locale d'une politique, voilà, selon A. Badiou, la condition minimale pour que le maintien de l'hypothèse apparaisse aussi comme l'évidence de sa transformation.

A l'heure de l'intervalle ultra-libéral sarkozien, une réflexion originale et décapante, une lecture enrichissante et suggestive.

A. Badiou : « De quoi Sarkozy est-il le nom ? », Nouvelles Editions Lignes, 14 €, 2007.

LIRE

Le communisme mis à l'index

Dix ans après "Le livre noir du communisme" Stéphane Courtois remet ça en dirigeant, chez Larousse, un "Dictionnaire du communisme". Selon la même méthode, dans une introduction au vitriol, il affirme d'emblée que les leaders révolutionnaires Lénine, Staline, Mao, Guevara, "étaient seulement préoccupés de la conquête du pouvoir absolu, à la hauteur de leur formidable volonté de puissance".

Opposant, à propos du communisme, l'idée éternelle aux réalités des Etats communistes du XXe siècle il tranche : "que nombre de communistes, essentiellement en Occident, aient cru de bonne foi au "bon idéal" de fraternité humaine, vanté par la propagande ne change rien à l'idéologie anti-universelle de la lutte des classes et à la dimension criminelle des régimes communistes". On ne retrouve pourtant pas ici la comptabilité débridée des "crimes du communisme" qui s'affichait en 1997 dans le Livre noir.

Le contenu est, de nouveau, très inégal. Alors que S. Courtois s'offre la part du lion de tous les articles politiquement stratégiques, une vingtaine de contributeurs, dont de bons spécialistes, signent par ailleurs certains textes de qualité.

Mais le nombre d'entrées - 120 - reste cependant très limité pour l'ambition d'un dictionnaire. La maigre bibliographie d'une page et demi écarte tous les "classiques" du communisme. Le **Manifeste de 1848** ne fait même pas l'objet d'un article, et il faut chercher dans le corps de l'article **Marxisme** pour trouver, très rapidement évoqués, les "luttes de classes" et le "matérialisme historique", également absents de l'index thématique.

Par contre, on y retrouve en abondance tous les clichés de la vulgate révisionniste postcommuniste, consubstantielle à l'ultralibéralisme actuel. Plus proche du lexique que de l'encyclopédie, ce dictionnaire n'est au total qu'un florilège redondant des maux des communismes incarnés du "court XXe siècle", de 1917 à 1991, dont l'objectif apparaît in fine très clair : tenter de prévenir toute velléité de renaissance de l'"idée éternelle" communiste en tant qu'"utopie concrète" au XXIe siècle.

S. Courtois, **Dictionnaire du communisme**, Larousse, 2007, 640 p., 28€.



VOIR...



Festival des 3 continents

Du 20 au 27 novembre, aura lieu à Nantes le 29e festival de cinéma des 3 Continents : Afrique, Amérique latine et Asie.

Avec comme coups de cœur cette année : une rétrospective des œuvres majeures du grand cinéaste japonais Nagisa Oshima ; « Continent J », une sélection de films pour les jeunes à partir de 7 ans ; « Produire au Sud », séminaire où chaque participant présentera le film qui a déclenché sa vocation de producteur ; « Focus », coup de projecteur sur quelques cinématographies à découvrir d'Afrique subsaharienne, d'Argentine, et du Pakistan.

Infos complètes sur le site : www.3continents.com

MÉDIAS

Sur les 90 ans d'Octobre 17

Quel traitement médiatique des 90 ans de la Révolution d'Octobre ? Les agences de presse, et les journaux radio et télévisés, n'y voient qu'un événement purement russe et moscovite, à peine l'occasion d'un souvenir pour les derniers nostalgiques.

Dans la presse, c'est sans surprise que pour le **Figaro**, Octobre est une "Révolution en trompe-l'œil (...), une poignée d'hommes vient de réussir le putsch le plus déci-

sif de l'Histoire, jetant le peuple russe dans une servitude mille fois pire que celle des tsars."

Le **Monde** publie une série de récits journalistiques de J. Krauze, très ciblés sur Petrograd, et le "Coup d'Etat" des bolcheviks, accouché aux forceps par un Lénine au portrait revu et corrigé en tyran assoiffé de terreur. Mais sans aucun effort de contextualisation sociale et géopolitique : pas un mot de la guerre civile et des interventions étrangères. Pourtant, dans **Libération** admet-on du bout des lèvres que "ce n'est pas l'usage supérieur de la Terreur qui explique la victoire de Lénine (les Blancs furent

souvent son égal en cette matière). C'est son redoutable sens politique". Mais c'est pour



conclure à "l'intempestivité de Lénine pour nos temps postmodernes" ! Sur les écrans, seule **ARTE** y consacre une série de soirées, en

commençant par un documentaire de P. Jenkins qui se propose de "revisiter le mythe" afin de "rééclairer les événements à la lumière du contexte psychologique et culturel de l'époque pour comprendre ce qui s'est réellement passé". Et c'est finalement bien loin de la France sarkozienne, que la Révolution d'Octobre 1917 fait pourtant l'objet de très sérieux et érudits colloques universitaires. Au Canada et au Brésil, avec un séminaire "Révolution Russe, 90 ans", où un universitaire britannique déclare : "le communisme devrait avoir une autre chance ».

près de vous

La Baule

Petites manœuvres comptables avant les élections

A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, Gérard DENOYELLE a clairement laissé entendre qu'il ne se laisserait pas abuser par des dépenses d'investissement dont le coût a été volontairement « sous-estimé » pour cause de campagne électorale. L'élue communiste a donné plusieurs exemples – les travaux concernant la mairie, les écoles du centre, l'extension du complexe sportif d'Escoublac... qui se révéleront au final, plus onéreux que prévu mais dont les montants prévisionnels ont été volontairement minorés pour équilibrer le budget sans augmenter provisoirement le taux des impôts locaux.

Aker Yards

Avec les travailleurs des Chantiers

Mardi 6 novembre, l'intersyndicale organisait un rassemblement aux Chantiers navals pour protester contre le hold-up financier opéré par les sud coréens et demander que l'Etat intervienne et prenne ses responsabilités (voir page 5). Gérard DENOYELLE, Michel GUILLET, Jean-Joël MURATI, Michel RICA et Christian SAULNIER étaient présents à la Porte 6.



Logement social

Toujours augmenter les loyers ?

Jean-Louis LE CORRE, membre du Conseil d'administration d'Espace Domicile s'est abstenu sur la délibération relative à l'augmentation des loyers pour 2008. Cette décision d'abstention a précisé l'élue, ne constitue pas une remise en cause de la gestion mais « est motivée par la nécessité de construire une autre politique du logement... où l'Etat joue un rôle moteur ». Plus que jamais, a-t-il insisté, « le développement du logement à vocation sociale constitue aujourd'hui un enjeu prioritaire et ne peut se satisfaire des lois du marché ».

Cordemais

La centrale occupée

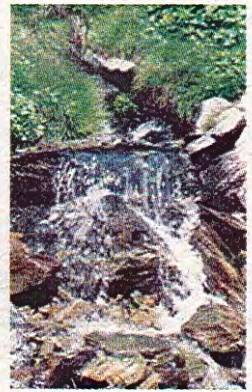
Le 14 novembre, journée de grève pour Gaz de France dont la privatisation est en cours. Alain GAVALON était au nombre des manifestants venus de toute la Loire-Atlantique qui ont investi la salle de distribution de l'énergie de la centrale afin de « se réapproprié l'outil de travail » mis en péril par le rapprochement avec Suez.

L'activité

Nantes Métropole

Raymond LANNUZEL « Chaque centime économisé dans la gestion de l'eau est réinvesti l'année suivante »

Tout comme le prix de l'essence à la pompe, le prix de l'eau défraye la chronique depuis plusieurs années. Dans les deux cas sont pointées du doigt, les profits faramineux réalisés par les multinationales. Plus étonnant est la remarque de l'UFC Que Choisir ? concernant le « taux de marge moyen » réalisé par Nantes Métropole (26,6%) qui, sans atteindre les sommets enregistrés – loin de là – par les distributeurs privés, paraît, tout de même substantiel selon l'association qui a mené une étude comparative sur 19 villes de France. Questionné par les Nouvelles de Loire Atlantique, Raymond LANNUZEL, responsable de la question à la communauté d'agglomération nous donne son point de vue : « L'eau est gérée et distribuée en régie directe. Nantes Métropole ne peut réaliser de profits. Quand nous avons des excédents, ils sont obligatoirement réinvestis l'année suivante. C'est la loi. Nos comptes sont publics. Ils font l'objet d'un rapport annuel soumis à contrôle ». Partisan sans réserves d'une gestion publique de l'eau et de l'assainissement, l'élue communiste rappelle que lors de la création de Nantes Métropole, il y a sept ans, « il existait des écarts allant de 1 à 4 suivant les communes. Depuis le 1er janvier 2006, il y a un prix unique de l'eau dans toute l'agglomération ».



L'invitée

Sabine MAHÉ : « Il nous faut sortir des sentiers battus »

Je faisais partie de la délégation des élus de Loire-Atlantique qui s'est rendue aux rencontres de l'ANECR organisées à Montreuil en Seine Saint Denis les 13 et 14 octobre dernier. C'était, de mon point de vue, un rendez-vous incontournable car nous y avons construit ensemble une « charte pour un nouveau contrat local » qui donne du souffle et qui peut aider, dans chaque ville, à la rédaction des programmes électoraux. Nous avons



aussi réfléchi à des propositions et des orientations pour les élections cantonales. Alors que la droite fait tout pour provoquer le repliement sur soi, l'individualisme et l'égoïsme, les élus communistes et républicains travaillent pour que les prochaines échéances permettent de centrer le débat sur des valeurs qui tissent le lien social telles que la solidarité, l'égalité, la dignité, l'antiracisme, le respect et l'écoute des autres. Au cœur des journées de Montreuil, il y avait également la volonté clairement affirmée de redonner aux citoyens le pouvoir de décider vraiment. Il nous faut sortir des sentiers battus, pratiquer une démocratie de proximité qui donne des droits nouveaux aux habitants et qui leur permette de se réapproprier vraiment l'action publique. Elue locale depuis maintenant 12 ans, je pense, enfin, qu'il est fondamental qu'un tel document revienne avec force sur la question des ressources des communes en insistant sur le rôle pivot de la taxe professionnelle et l'impérieuse nécessité de mettre à contribution les actifs financiers. Cette idée qui a fait l'objet d'une proposition de loi des parlementaires communistes, fait son chemin chez les élus locaux quelle que soit, par ailleurs, leur appartenance politique. Nos maires l'ont de nouveau portée dans le débat, les 20, 21 et 22 novembre, lors du Congrès des Maires qui s'est déroulé Porte de Versailles à Paris.

Sabine MAHE,
première adjointe au maire à Trignac

Bruxelles

Premiers états généraux du logement

Réunir 130 délégué(e)s de 13 pays européens dont 11 de l'espace communautaire et cela à l'initiative des élus communistes, de différentes associations dont la CNL, la CGT et de représentants de sans logis... montre bien l'état d'urgence que revêt cette question de logement à l'échelle de l'Europe. Les différents témoignages que j'ai entendus ont tous mis en évidence les difficultés que rencontrent les populations, difficultés n'ayant pas toutes le même niveau mais ayant toutes la même origine, c'est-à-dire la prééminence des marchés financiers sur la construction de la ville. Au-delà du constat alarmant de l'état des lieux, s'est dégagée une grande volonté des participants de faire de ces premiers états généraux, un point de départ dans la construction à l'échelle de l'Europe d'un mouvement de résistance en organisant d'abord des états généraux dans chacun des pays et en agissant ensuite pour le développement d'un véritable service public du logement et de la ville.

Claude CONSTANT
administrateur à Nantes Habitat

Saint-Nazaire

Hommage à Albert Londres

Lundi 5 novembre, sur le vieux môle de Saint-Nazaire à l'appel de l'intersyndicale des journalistes un hommage a été rendu à Albert Londres, le célèbre journaliste qui a péri dans un incendie à bord du Georges Philippar, parti de Saint-Nazaire il y a 75 ans. Dans son intervention Alain GIRARD, responsable du Syndicat National des Journalistes (SNJ) devait insister sur les difficultés que rencontrent les professionnels « pour exercer correctement leur métier ». Dénonçant « la connivence... particulièrement forte aujourd'hui entre le pouvoir politique et les patrons des grands groupes médiatiques », il a plaidé pour que la loi donne aux équipes rédactionnelles, les moyens de leur indépendance pour « une information crédible, pluraliste et de qualité... au service de la vérité qu'il est de plus en plus difficile de faire vivre aujourd'hui ». Christian SAULNIER, Président du groupe communiste de Saint-Nazaire a tenu à être présent lors de ce rassemblement.

Technocampus

Oui mais...

Au nom de son groupe, Michel RICA a approuvé l'adhésion de Nantes Métropole à l'association provisoire Techno campus EMC2 « ce réservoir de matières grises, qui doit accueillir 300 chercheurs et ingénieurs venus de laboratoires publics et privés, entièrement tourné vers les matériaux composites pour l'activité navale, aéronautique et automobile ». Mais, au regard de la situation d'Airbus, les élus communistes demandent que « cette aide soit accompagnée d'exigences précises envers l'Etat et les industriels », que « des objectifs chiffrés et contraignants concernant l'emploi, le recul du chômage, la formation » soient clairement formulés et que la commission régionale de contrôle de l'utilisation des fonds publics se réunisse sans plus attendre.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**Jeudi
22 Novembre**

Réunion des communistes de Rezé à 18H30 au siège de la section.

**Lundi
26 Novembre**

Réunion du Conseil départemental élargi aux directions de sections à 18H30 à la Fédération.

**Vendredi
30 novembre**

Le collectif du 30 Novembre, créé après les violences urbaines de Novembre 2005 organise un Film / Conférence / Débat sur le thème "2 ans... et alors ?" à 19h à la Maison des Habitants et du Citoyen, place des Lauriers, Nantes.



>> Venez découvrir la nouvelle Renault LAGUNA, garantie 3 ans ou 150 000 km chez votre concessionnaire CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE 380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-MAZARE >>

Des Assemblées générales exceptionnelles de section dans tout le département

Dans tout le département, les communistes préparent le rendez vous national des 8 & 9 Décembre à Paris. Chaque section est chargée d'organiser une Assemblée Générale Extraordinaire (dates ci-dessous) qui a notamment pour but d'élire les délégués. La délégation de Loire Atlantique comprenant les délégués de section et les membres du conseil national sera composée de 20 camarades.

- Basse-Loire : 16/11 et 4/12 à Savenay et Couëron
- Brière : 23/11 Salle Georges Brassens à St Joachim
- Loire & Sèvre : 22/11 Espace Beautour à Vertou
- Nantes : 24/11 Salle du radar quartier Pin Sec
- Pays de Retz : 22/11 Salle de la Briochère à Pornic
- Presqu'île Guérandaise : 13/11 Mairie de Pornichet
- Rezé Sud Loire : 29/11
- Saint-Herblain : 15/11 CCS Sillon de Bretagne
- Saint-Nazaire : 23/11 Salle du petit caporal à St Nazaire
- 3 Rivières : 03/12
- Val de Loire : 16/11 Salle Montaigne à Ancenis et 23/11 salle de l'Aubinière à Ste Luce



Georges Marchais 10 ans après

Georges Marchais a fortement marqué la vie politique française des années 1970 et 1980. Voilà 10 ans que l'ancien secrétaire général du PCF s'est éteint, le 16 novembre 1997. Il avait dirigé le PCF pendant 22 ans, de 1972 à 1994.

Un hommage lui a été rendu vendredi 16 Novembre au cimetière de Champigny (Val-de-Marne) lors d'un dépôt de gerbes sur sa tombe puis au siège du Conseil national du Parti communiste, place du Colonel-Fabien à Paris où Marie-George Buffet a prononcé un discours. Samedi 17

Novembre, une plaque à la mémoire de Georges Marchais a été apposée dans le carré du PCF au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

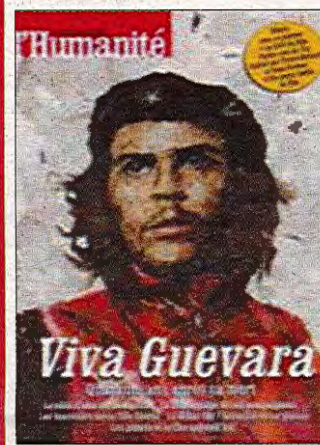
« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

VIVA GUEVARA !



L'Humanité publie un hors-série exceptionnel sur Che Guevara. Il sera accompagné du DVD

« Parlez-moi du Che »

le film de Pierre Richard et Jean Cormier et d'un poster inédit de Mustapha Boutadjine

disponible à la Fédération au prix de 10€
(02 40 350 300)

Précisions

« Dans la table ronde sur le logement parue dans le numéro 838, sont cités les noms des Offices publics d'HLM du département dont les fonds propres permettraient de surseoir à des hausses de loyers en 2008. Outre le fait qu'ils sont numériquement moins nombreux que les SAHLM, je crois utile de préciser que celles-ci ont des trésoreries encore bien plus confortables, pouvant aller jusqu'à deux années d'avance. Ces situations financières justifient un blocage des loyers et charges pour 2008. »

Guy BERNARD, administrateur de la CNL, siègeant dans une SA. HLM.



Par Clémentine Parmentier, étudiante

Ce début novembre a un gout de déjà vu sur le campus de l'université de lettres et sciences humaines à Nantes... Banderoles revendicatrices en étendards, discussions houleuses, débats tardifs, la Fac a du revêtir son plus beau costume de gréviste pour entrer en lutte contre la loi sur les Libertés et Responsabilités des Universités, proposée par

V. Péresse et adoptée courant juillet dernier par l'Assemblée Nationale. Il s'agit en effet pour nous, étudiants, de combattre la loi LRU qui, sous couvert d'"autonomie", place en réalité les universités de plus en plus sous la tutelle de capitaux privés. Avec le désengagement de l'Etat et le renforcement du poids des chefs d'entreprises dans les instances de direction, la recherche de rentabilité par les universités risque d'entraîner une hausse des frais d'inscription (réservant ainsi les études supérieures aux plus riches), la mise en concurrence des universités entre elles, la fermeture de certaines filières (jugées économiquement inutiles par exemple) mais aussi la précarisation du personnel de l'université... Après 1 mois d'AG moyennement fréquentes, les esprits se sont réveillés: mercredi 7 novembre, l'AG des lettres et Sciences Humaines a voté le blocage et l'occupation de la FAC contre



la loi LRU jusqu'à sa reconduction le lendemain matin à l'AG suivante. Mercredi soir une centaine d'étudiants ont voulu occuper les bâtiments Tertre et Censive pour avoir un

lieu de vie commun, la base de l'organisation de réunions, de comités de lutte, de création de commissions et au final la fertilité du mouvement. Or, les directives du gouvernement sont simples: réprimer dès le début toutes les tentatives de mobilisation. L'AG du 8 ayant revoté le blocage, l'importance de notre mobilisation a fait reculer la présidence. Cette loi sur les universités n'est qu'une partie d'un véritable projet de société que veut nous imposer le gouvernement et le patronat; une société du libéralisme et de la flexibilité, des inégalités sociales et de la précarité, de la peur et du rejet de l'autre... qui enrichirait quelques uns et asservirait tous les autres... De cela rien n'est moins sûr, tristement, ni Mr Sarkozy ni ses sous-fifres ne disposeront de notre capacité à nous insurger ensemble contre un monde qu'on ne veut pas.